

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Ivry-sur-le-Lac

Code géographique : 78042

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jean-Raymond Dufresne, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Ivry-sur-le-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-03-14

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

Comptables professionnels agréés

CHRISTIAN GÉLINAS, CPA auditeur CA
Sainte-Agathe-des-Monts

DATE 2016-03-14

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 158 796	1 180 650	1 174 186			1 174 186
Compensations tenant lieu de taxes	2		3 000				
Quotes-parts	3					412	
Transferts	4	49 731	50 018	47 938			47 938
Services rendus	5	10 271	10 325	15 374			15 374
Imposition de droits	6	26 477	41 060	75 823			75 823
Amendes et pénalités	7	1 406	800	1 197			1 197
Intérêts	8	7 533	4 200	6 784			6 784
Autres revenus	9	4 660		38 799		14 761	48 031
	10	1 258 874	1 290 053	1 360 101		15 173	1 369 333
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12					10 483	
Transferts	13	18 000	325 283	220 602			220 602
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15			21 716			21 716
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	18 000	325 283	242 318		10 483	242 318
	18	1 276 874	1 615 336	1 602 419		25 656	1 611 651
Charges							
Administration générale	19	423 302	439 204	471 223	3 697		474 920
Sécurité publique	20	240 259	238 253	237 962			237 962
Transport	21	250 644	265 895	258 854	81 657		340 511
Hygiène du milieu	22	89 810	91 297	86 496		4 693	74 765
Santé et bien-être	23						
Aménagement, urbanisme et développement	24	69 018	70 105	75 511			75 511
Loisirs et culture	25	12 137	12 593	46 878	8 349		55 227
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	26 186	28 262	24 376			24 376
Amortissement des immobilisations	28	90 762	88 431	93 703	(93 703)		
	29	1 202 118	1 234 040	1 295 003		4 693	1 283 272
Excédent (déficit) de l'exercice	30	74 756	381 296	307 416		20 963	328 379

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014	Budget 2015	Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	74 756	381 296	307 416	20 963	328 379
Moins: revenus d'investissement	2	(18 000)	(325 283)	(242 318)	(10 483)	(242 318)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	56 756	56 013	65 098	10 480	86 061
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	90 762	88 431	93 703	4 281	97 984
Produit de cession	5					
(Gain) perte sur cession	6					
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	90 762	88 431	93 703	4 281	97 984
Propriétés destinées à la vente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12	1 384		1 565		1 565
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	860		1 679		1 679
	15	2 244		3 244		3 244
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(73 300)	(75 600)	(75 600)		(75 600)
	18	(73 300)	(75 600)	(75 600)		(75 600)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(17 304)	(68 844)	(88 396)	(11 723)	(110 602)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21					
Réserves financières et fonds réservés	22					
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(17 304)	(68 844)	(88 396)	(11 723)	(110 602)
	26	2 402	(56 013)	(67 049)	(7 442)	(84 974)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	59 158		(1 951)	3 038	1 087

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	18 000	325 283	242 318	10 483	242 318
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	()	()	()	()	()
Sécurité publique	3	()	()	()	()	()
Transport	4	33 374	()	302 132	()	302 132
Hygiène du milieu	5	()	()	()	92 583	92 583
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	()	()	21 716	()	21 716
Réseau d'électricité	9	()	()	5 213	()	5 213
	10	33 374	()	329 061	92 583	421 644
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	1 930	()	1 653	()	1 653
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13				80 860	80 860
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	17 304	68 844	88 396	11 723	110 602
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15					
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17					
	18	17 304	68 844	88 396	11 723	110 602
	19	(18 000)	68 844	(242 318)		(231 835)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		394 127		10 483	10 483

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	74 756	381 296	307 416	20 963	328 379		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(33 374)	()	(329 061)	(92 583)	(421 644)		
Produit de cession	3							
Amortissement	4	90 762	88 431	93 703	4 281	97 984		
(Gain) perte sur cession	5							
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	57 388	88 431	(235 358)	(88 302)	(323 660)		
Variation des propriétés destinées à la revente	8							
Variation des stocks de fournitures	9	(554)			(1 394)	(1 394)		
Variation des autres actifs non financiers	10	1 867		776	(505)	271		
	11	1 313		776	(1 899)	(1 123)		
	12	133 457	469 727	72 834	(69 238)	3 596		
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	133 457	469 727	72 834	(69 238)	3 596		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(722 813)		(638 344)		(638 344)		
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(48 988)						
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(771 801)		(638 344)		(638 344)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(638 344)		(565 510)	(69 238)	(634 748)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2014</u>		<u>2015</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	39 448	56 277	280	56 557
Placements temporaires	2			13 194	13 194
Débiteurs (note 5)	3	181 544	327 389	1 251	328 640
Prêts (note 6)	4				
Placements de portefeuille (note 7)	5	5 733	4 142		4 142
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	226 725	387 808	14 725	402 533
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	10 000	100 000		100 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	48 948	111 116	3 103	114 219
Revenus reportés (note 12)	13	46 907	56 051		56 051
Dette à long terme (note 13)	14	759 214	686 151	80 860	767 011
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	865 069	953 318	83 963	1 037 281
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(638 344)	(565 510)	(69 238)	(634 748)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	2 730 671	2 966 029	88 302	3 054 331
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	6 601	6 601	1 394	7 995
Autres actifs non financiers (note 17)	21	6 543	5 767	505	6 272
	22	2 743 815	2 978 397	90 201	3 068 598
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	136 967	135 016	2 043	137 059
Excédent de fonctionnement affecté	24			958	958
Réserves financières et fonds réservés	25			33	33
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	27			10 487	10 487
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	1 968 504	2 277 871	7 442	2 285 313
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	2 105 471	2 412 887	20 963	2 433 850

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	74 756	307 416	20 963	328 379
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	90 762	93 703	4 281	97 984
Autres					
- Provision moins valeur prêt	3	860	1 679		1 679
-	4				
	5	166 378	402 798	25 244	428 042
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	24 662	(145 845)	(1 251)	(147 096)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	3 755	62 168	3 103	65 271
Revenus reportés	9	(3 123)	9 144		9 144
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	(554)		(1 394)	(1 394)
Autres actifs non financiers	13	1 867	776	(505)	271
	14	192 985	329 041	25 197	354 238
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	33 374 ) (	329 061 ) (	92 583 ) (	421 644)
Produit de cession	16				
	17	(33 374)	(329 061)	(92 583)	(421 644)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	1 930 ) (	1 653 ) (	) (	1 653)
Remboursement ou cession	19	1 384	1 565		1 565
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22			(13 194)	(13 194)
	23	(546)	(88)	(13 194)	(13 282)
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24			80 860	80 860
Remboursement de la dette à long terme	25 (	73 300 ) (	75 600 ) (	) (	75 600)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(100 000)	90 000		90 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	2 536	2 537		2 537
Autres					
-	28				
-	29				
	30	(170 764)	16 937	80 860	97 797
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(11 699)	16 829	280	17 109
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	51 147	39 448		39 448
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	39 448	56 277	280	56 557

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Rémunération	1	263 398	281 384	310 394		310 394
Charges sociales	2	56 908	58 424	57 914		57 914
Biens et services	3	586 972	599 602	577 506	412	577 918
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	23 229	22 262	21 730		21 730
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6					
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	2 957	6 000	2 646		2 646
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	170 629	177 937	192 975		176 551
Autres	10					
Autres organismes	11					
Amortissement des immobilisations	12	90 762	88 431	93 703	4 281	97 984
Autres						
- Subventions et dons	13	7 263		38 135		38 135
-	14					
-	15					
	16	1 202 118	1 234 040	1 295 003	4 693	1 283 272

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	1 180 650	1 174 186	1 158 796
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 000		
Quotes-parts	3			
Transferts	4	375 301	268 540	67 731
Services rendus	5	10 325	15 374	10 271
Imposition de droits	6	41 060	75 823	26 477
Amendes et pénalités	7	800	1 197	1 406
Intérêts	8	4 200	6 784	7 533
Autres revenus	9		69 747	4 660
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	1 615 336	1 611 651	1 276 874
Charges				
Administration générale	12	442 901	474 920	426 999
Sécurité publique	13	238 253	237 962	240 259
Transport	14	342 653	340 511	329 733
Hygiène du milieu	15	91 297	74 765	89 810
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	70 105	75 511	69 018
Loisirs et culture	18	20 569	55 227	20 113
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	28 262	24 376	26 186
	21	1 234 040	1 283 272	1 202 118
Excédent (déficit) de l'exercice	22	381 296	328 379	74 756
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		2 152 079	2 079 703
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(46 608)	(48 988)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		2 105 471	2 030 715
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		2 433 850	2 105 471

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	381 296	328 379	74 756
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	( 421 644)	(33 374)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	88 431	97 984	90 762
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	88 431	(323 660)	57 388
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(1 394)	(554)
Variation des autres actifs non financiers	10		271	1 867
	11		(1 123)	1 313
	12	469 727	3 596	133 457
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	469 727	3 596	133 457
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(638 344)	(722 813)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			(48 988)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(638 344)	(771 801)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(634 748)	(638 344)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 56 557	39 448
Placements temporaires	2 13 194	
Débiteurs (note 5)	3 328 640	181 544
Prêts (note 6)	4	
Placements de portefeuille (note 7)	5 4 142	5 733
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 402 533	226 725
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11 100 000	10 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 114 219	48 948
Revenus reportés (note 12)	13 56 051	46 907
Dette à long terme (note 13)	14 767 011	759 214
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 1 037 281	865 069
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17 (634 748)	(638 344)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18 3 054 331	2 730 671
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	
Stocks de fournitures	20 7 995	6 601
Autres actifs non financiers (note 17)	21 6 272	6 543
	22 3 068 598	2 743 815
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 2 433 850	2 105 471

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	328 379	74 756
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	97 984	90 762
Autres			
- Provision moins valeur prêt	3	1 679	860
-	4		
	5	428 042	166 378
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(147 096)	24 662
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	65 271	3 755
Revenus reportés	9	9 144	(3 123)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(1 394)	(554)
Autres actifs non financiers	13	271	1 867
	14	354 238	192 985
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(421 644)	(33 374)
Produit de cession	16		
	17	(421 644)	(33 374)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(1 653)	(1 930)
Remboursement ou cession	19	1 565	1 384
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22	(13 194)	
	23	(13 282)	(546)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	80 860	
Remboursement de la dette à long terme	25	(75 600)	(73 300)
Variation nette des emprunts temporaires	26	90 000	(100 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	2 537	2 536
Autres			
-	28		
-	29		
	30	97 797	(170 764)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	17 109	(11 699)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	39 448	51 147
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	56 557	39 448

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec. La Municipalité résulte de la défusion entre la Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac et la Ville de Sainte-Agathe-des-Monts suite aux résultats du scrutin référendaire tenu en juin 2004 en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (Loi no 9).

Conformément aux dispositions de cette loi, les villes demeurent toutefois liées et forment une agglomération correspondant au territoire de la Ville de Sainte-Agathe-des-Monts tel qu'il existait au 17 décembre 2004.

La Régie intermunicipale des Trois-Lacs a été constitué conformément à l'article 580 du Code municipal par un décret du ministère des Affaires municipales et de l'occupation du territoire qui est entré en vigueur le 9 avril 2011.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la Municipalité dans les actifs et passifs, les revenus et les dépenses consolidés ligne par ligne, de la « Régie intermunicipale des Trois-Lacs », partenariat auquel elle participe depuis le 11 mai 2015.

B) Comptabilité d'exercice

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur les informations à fournir concernant les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers, la valeur nette de réalisation des stocks et la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

lieu à une créance;

-Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

-Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

-Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique municipale consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements

Les placements à long terme sont présentés au moindre du coût et dépréciés lors d'une baisse de valeur durable.

Placements temporaires

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers

Stock

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Travaux d'infrastructures	40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules lourds et machinerie lourde	10 ans
Mobilier et équipement	10 ans
Équipement informatique	5 ans

Les immobilisations de la Régie sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Bâtiments	5 et 40 ans
Véhicules lourds et machinerie lourde	10 et 20 ans
Mobilier et équipement	5 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilités ont été respectés par la Municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

Affectation

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2015, la Municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3260 « Passif au titre des sites contaminés ». Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1 55 297	39 448
Placements temporaires	2	
Placements de portefeuille	3	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4 18 444	42 436
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6 226 601	62 486
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7 23 961	45 815
Organismes municipaux	8 56 600	22 690
Autres		
- Droits de mutation	9 568	8 226
- Autres	10 2 466	(109)
	11 328 640	181 544
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
Note		
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	22 4 142	5 733
Autres placements	23	
	24 4 142	5 733
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 9 037	9 399
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	
	9 037	9 399
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.		
Note		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	
Note		
10. Emprunts temporaires		
La Municipalité dispose d'une marge de crédit autorisé d'un montant de 200 000 \$ au 31 décembre 2015, le tout porte intérêts au taux préférentiel et est renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2015, les montants utilisés étaient de 100 000 \$.		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 43 807	23 110
Salaires et avantages sociaux	38 53 087	18 778
Dépôts et retenues de garantie	39 10 418	20
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Frais d'assainissement des sites contaminés	42	
Autres		
- Intérêts courus dette LT	43 6 809	6 733
- Autres	44 98	307
-	45	
-	46	
-	47	
	48	
	114 219	48 948
Note		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	49 753	299
Transferts	50	
Autres		
- FPTJ	51 55 298	46 608
-	52	
	53	
	56 051	46 907
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,75	2,83	2017	2018	54	773 084	767 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres	6,99	6,99	2016	2016	61	76	
					62	773 160	767 900
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(6 149)	(8 686)
					64	767 011	759 214

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2016	65	73	88 289	81	90	76	98	88 365
2017	66	74	150 495	82	91		99	150 495
2018	67	75	534 300	83	92		100	534 300
2019	68	76		84	93		101	
2020	69	77		85	94		102	
2021 et +	70	78		86	95		103	
	71	79	773 084	87	96	76	104	773 160
Intérêts et frais accessoires				88	()		105	()
	72	80	773 084	89	97	76	106	773 160

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	(634 748)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	(634 748)
		(638 344)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	139		166		193		
Eaux usées	112	140		167		194		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	3 026 967	141	277 694	168	195		3 304 661
Autres	114	136 776	142	21 716	169	196		158 492
Réseau d'électricité	115		143		170	197		
Bâtiments	116	209 672	144	29 802	171	(164)	198	239 638
Améliorations locatives	117		145		172	199		
Véhicules	118	51 531	146	89 789	173	(16 866)	200	158 186
Ameublement et équipement de bureau	119	64 793	147	216	174	(563)	201	65 572
Machinerie, outillage et équipement divers	120	31 983	148	2 427	175	(3 028)	202	37 438
Terrains	121	16 947	149		176		203	16 947
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>3 538 669</u>	151	<u>421 644</u>	178	<u>(20 621)</u>	205	<u>3 980 934</u>
Immobilisations en cours	124		152		179		206	
	125	<u>3 538 669</u>	153	<u>421 644</u>	180	<u>(20 621)</u>	207	<u>3 980 934</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126		154		181		208	
Eaux usées	127		155		182		209	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	502 539	156	77 176	183		210	579 715
Autres	129	40 414	157	7 382	184		211	47 796
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	134 600	159	5 653	186	(164)	213	140 417
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	48 348	161	4 191	188	(16 866)	215	69 405
Ameublement et équipement de bureau	134	60 090	162	1 087	189	(563)	216	61 740
Machinerie, outillage et équipement divers	135	22 007	163	2 495	190	(3 028)	217	27 530
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>807 998</u>	165	<u>97 984</u>	192	<u>(20 621)</u>	219	<u>926 603</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>2 730 671</u>					220	<u>3 054 331</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	231	
Immeubles industriels municipaux	232	
Autres	233	
	234	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	2 522	2 493
Frais reportés			
- Dépôt	238	3 750	4 050
-	239		
	240	6 272	6 543

Note**18. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivants ces contrats s'établit à 107 243 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2016 - 83 756 \$
 2017 - 7 938 \$
 2018 - 7 938 \$
 2019 - 2 104 \$
 2020 - 2 104 \$

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

d) Autres

S.O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Pour tenir compte de directives reçues du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et pour se conformer aux normes comptables pour le secteur public, la comptabilisation et la présentation des revenus relatifs au Fonds de parcs et terrains de jeux ont été corrigées et les états financiers de l'exercice 2014 ont été retraités. En conséquence de ce retraitement, les postes décrits ci-après, aux états financiers du 31 décembre 2014, ont été augmentés (diminués) des montants suivants :

État de la situation financière au 31 décembre 2014 :

Revenus reportés	46 608 \$
Excédent accumulé	(46 608)\$

État des résultats au 31 décembre 2014 :

Autres revenus	2 380 \$
Excédent de l'exercice	2 380 \$
Excédent accumulé au 1er janvier 2014	(48 988)\$
Excédent accumulé au 31 décembre 2014	(46 608)\$

État de la variation des actifs financiers (de la dette nette) au 31 décembre 2014 :

Actifs financiers nets (dette nette) au 1er janvier 2014	(48 988)\$
Excédent (déficit) de l'exercice	2 380 \$
Actifs financiers nets (dette nette) au 31 décembre 2014	(46 608)\$

État de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 :

Affectation - Réserves financières et fonds réservés	(2 380)\$
--	------------

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et du budget adopté par l'organisme contrôlé, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présenté dans les informations sectorielles.

Également, afin de refléter la présentation des résultats réels, les données budgétaires présentées initialement de certains postes de revenus, charges et éléments de conciliation à des fins fiscales ont été retraitées. En conséquence de ces retraitements, les données budgétaires des postes décrits ci-après, aux états financiers au 31 décembre 2015 ont été augmentées (diminuées) des montants suivants :

Résultats détaillés

Revenus de fonctionnement - Transferts	(325 283)\$
Revenus d'investissement - Transferts	325 283 \$

Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales

Revenus d'investissement	325 283 \$
Affectations - Activités d'investissement	(325 283)\$

Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales

Revenus d'investissement	325 283 \$
Affectation - Activités de fonctionnement	(325 283)\$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

22. Instruments financiers

S.O.

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241 56 557	39 448
Découvert bancaire	242 ()	()
Placements temporaires	243 13 194	
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
- Placements temporaires	248 (13 194)	()
-	249 ()	()
-	250 ()	()
-	251 ()	()
-	252 ()	()
-	253 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254 56 557	39 448
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dettes à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	<hr/> 292 <hr/>
---	-----------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	()	()
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

26. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	137 059	136 967
Excédent de fonctionnement affecté	2	958	
Réserves financières et fonds réservés	3	33	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	()
Financement des investissements en cours	5	10 487	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	2 285 313	1 968 504
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	2 433 850	2 105 471
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	135 016	136 967
Organismes contrôlés	10	2 043	
	11	137 059	136 967
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21		
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- RITL	22	958	
-	23		
-	24		
	25	958	
	26	958	
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33		
Fonds parcs et terrains de jeux	34		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35		
Société québécoise d'assainissement des eaux	36		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	33	
Financement des activités de fonctionnement	38		
Fonds local d'investissement	39		
Fonds local de solidarité	40		
Autres			
-	41		
-	42		
-	43		
-	44		
	45	33	
	46	33	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres	59 () ()	()
-	60 () ()	()
-	61 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 () ()	()
	64 () ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 10 487	
Investissements à financer	66 () ()	()
	67 10 487	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 3 054 331	2 730 671
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71 4 142	5 733
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 3 058 473	2 736 404
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 767 011	759 214
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 6 149	8 686
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 () ()	()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	()
	79 773 160	767 900
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 773 160	767 900
	82 2 285 313	1 968 504

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	33	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	34 ()	()
Rendement espéré des actifs	35	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	36	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 _____	57 _____	58 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (_____) (_____)	
Charge de l'exercice	60 (_____) (_____)	
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 _____	
Passif à la fin de l'exercice	62 (_____) (_____)	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (_____) (_____)	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 _____	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (_____) (_____)	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 4

Description des régimes et autres renseignements

Contribution à des REER individuels

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>9 037</u>	<u>9 399</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99		
100		

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	692 300
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	692 300
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	80 860
Endettement net à long terme	16	773 160
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	20 967
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	794 127
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	563 608
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	1 357 735
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2015	2015	2015	2014	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	1 111 500	1 105 400	1 105 400	1 090 083
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	1 111 500	1 105 400	1 105 400	1 090 083
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10				
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	69 150	68 786	68 786	68 713
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17				
Service de la dette	18				
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	69 150	68 786	68 786	68 713
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	69 150	68 786	68 786	68 713
	26	1 180 650	1 174 186	1 174 186	1 158 796

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34			
	35			
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40			
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	3 000		
	50	3 000		
	51	3 000		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2015	2015	2015	2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52		500	500
Sécurité publique				
Police	53	17 468	17 212	15 997
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57			
Enlèvement de la neige	58	10 750	10 922	10 983
Autres	59	2 800		2 926
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	3 500	4 125	4 125
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86			
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	34 518	32 759	29 906

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	325 283	220 602	18 000
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	325 283	220 602	18 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	15 500	15 179	15 179
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	15 500	15 179	15 179
TOTAL DES TRANSFERTS	139	375 301	268 540	268 540
				67 731

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140	2 000	3 390	2 120
Évaluation	141			
Autres	142			
	143	2 000	3 390	2 120
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	2 000	3 390	2 120

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2015	2015	2015	2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	325	462	421
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189		3 132	3 132
Hygiène du milieu	190			
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	8 000	8 390	7 730
Réseau d'électricité	194			
	195	8 325	11 984	8 151
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	10 325	15 374	10 271
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	3 060	3 975	3 580
Droits de mutation immobilière	198	38 000	71 848	22 897
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	41 060	75 823	26 477
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	800	1 197	1 406
INTÉRÊTS	203	4 200	6 784	7 533
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		5 399	5 399
Autres contributions	210			
Autres	211		55 116	4 660
	212		60 515	4 660

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015		Réalizations 2015	Réalizations 2014	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			Total
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	75 569	73 965		73 965	73 965	62 698
Application de la loi	2	400	1 297		1 297	1 297	645
Gestion financière et administrative	3	317 560	349 427	3 697	353 124	353 124	314 021
Greffe	4						
Évaluation	5	35 225	35 308		35 308	35 308	34 455
Gestion du personnel	6						
Autres	7	10 450	11 226		11 226	11 226	15 180
	8	439 204	471 223	3 697	474 920	474 920	426 999
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	233 325	233 325		233 325	233 325	235 569
Sécurité incendie	10	3 928	3 937		3 937	3 937	3 710
Sécurité civile	11						
Autres	12	1 000	700		700	700	980
	13	238 253	237 962		237 962	237 962	240 259
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	99 955	99 677	81 657	181 334	181 334	161 665
Enlèvement de la neige	15	154 220	153 870		153 870	153 870	147 755
Éclairage des rues	16	11 720	5 307		5 307	5 307	20 313
Circulation et stationnement	17						
Transport collectif							
Transport en commun	18						
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	265 895	258 854	81 657	340 511	340 511	329 733

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	20 305	48 546	48 546	36 815	38 425
Élimination	28	28 770	36 981	36 981	36 981	30 132
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	20 305				
Tri et conditionnement	30	983	969	969	969	898
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34	3 070				3 317
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	17 864				17 038
Autres	39					
	40	91 297	86 496	86 496	74 765	89 810
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	60 450	65 833	65 833	65 833	59 621
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	9 655	9 678	9 678	9 678	9 397
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	70 105	75 511	75 511	75 511	69 018

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55	8 341	7 957	8 349	16 306	15 045
Parcs et terrains de jeux	56	200				
Parcs régionaux	57	2 552	38 921		38 921	5 068
Expositions et foires	58					
Autres	59	1 500				
	60	12 593	46 878	8 349	55 227	20 113
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66					
	67	12 593	46 878	8 349	55 227	20 113
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	19 725	19 193		19 193	20 692
Autres frais	70	2 537	2 537		2 537	2 537
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	6 000	2 646		2 646	2 957
	73	28 262	24 376		24 376	26 186
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74	88 431	93 703	(93 703)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC (ci-après « la Municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la Municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

Comptables professionnels agréés

CHRISTIAN GÉLINAS, CPA auditeur, CA
Sainte-Agathe-des-Monts

DATE 2016-03-14

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		1 174 186
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		_____
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	_____	10 _____
Revenus de taxes	11		1 174 186

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	1 174 186
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
Total partiel	4	1 174 186
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	1 174 186

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>258 719 500</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>258 240 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>258 479 850</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>1 174 186</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>258 479 850</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	| | | , | 4 | 5 | 4 | 3 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	272 481	272 481	33 374
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	5 213	5 213	
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11	21 716	21 716	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	29 651	29 651	
Édifices communautaires et récréatifs	14		151	
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		89 789	
Ameublement et équipement de bureau	18		216	
Machinerie, outillage et équipement divers	19		2 427	
Terrains	20			
Autres	21			
	22	329 061	421 644	33 374

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27	299 410	299 410	33 374
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	29 651	122 234	
	34	329 061	421 644	33 374

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	767 900	80 784	75 600	773 084
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6		76		76
	7	767 900	80 860	75 600	773 160
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	767 900	80 860	75 600	773 160
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	767 900	80 860	75 600	773 160
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25				
	26	767 900	80 860	75 600	773 160
Dette en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	767 900	80 860	75 600	773 160

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	35 225	35 308	34 455
Autres	3	53 144	53 269	48 599
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	3 928	3 937	3 710
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	73 433	86 496	72 501
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	9 655	9 678	9 397
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	2 552	4 287	1 967
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	177 937	192 975	170 629

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	1,00	35,00	69 978	15 578	85 556
Professionnels	2					
Cols blancs	3	3,00	30,00	175 547	39 078	214 625
Cols bleus	4					
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	4,00		245 525	54 656	300 181
Élus	9	7,00		64 869	3 258	68 127
	10	11,00		310 394	57 914	368 308

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	15 547	220 602		32 391	268 540
	17	15 547	220 602		32 391	268 540

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	1 297	27		53	1 297	79	3 390	105	(2 093)	131	
Évaluation	2	35 308	28		54	35 308	80		106	35 308	132	
Autres	3	434 618	29	3 697	55	438 315	81	462	107	437 853	133	2 646
	4	471 223	30	3 697	56	474 920	82	3 852	108	471 068	134	2 646
Sécurité publique												
Police	5	233 325	31		57	233 325	83		109	233 325	135	
Sécurité incendie	6	3 937	32		58	3 937	84		110	3 937	136	
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137	
Autres	8	700	34		60	700	86		112	700	138	
	9	237 962	35		61	237 962	87		113	237 962	139	
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	99 677	36	81 657	62	181 334	88	3 132	114	178 202	140	21 730
Enlèvement de la neige	11	153 870	37		63	153 870	89		115	153 870	141	
Autres	12	5 307	38		64	5 307	90		116	5 307	142	
Transport collectif	13		39		65		91		117		143	
Autres	14		40		66		92		118		144	
	15	258 854	41	81 657	67	340 511	93	3 132	119	337 379	145	21 730
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120		146	
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43		69		95		121		147	
Traitement des eaux usées	18		44		70		96		122		148	
Réseaux d'égout	19		45		71		97		123		149	
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	85 527	46		72	85 527	98		124	85 527	150	
Matières recyclables	21	969	47		73	969	99		125	969	151	
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153	
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154	
Autres	25		51		77		103		129		155	
	26	86 496	52		78	86 496	104		130	86 496	156	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+	=	-		=				
Santé et bien-être											
Logement social	157		172	187	202		217			232	
Sécurité du revenu	158		173	188	203		218			233	
Autres	159		174	189	204		219			234	
	160		175	190	205		220			235	
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	65 833	176	191	65 833	206	221	65 833		236	
Rénovation urbaine	162		177	192	207		222			237	
Promotion et développement économique	163	9 678	178	193	9 678	208	223	9 678		238	
Autres	164		179	194	209		224			239	
	165	75 511	180	195	75 511	210	225	75 511		240	
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	46 878	181	8 349	55 227	211	8 390	46 837		241	
Activités culturelles											
Bibliothèques	167		182	197	212		227			242	
Autres	168		183	198	213		228			243	
	169	46 878	184	8 349	55 227	214	8 390	46 837		244	
Réseau d'électricité											
	170		185	200	215		230			245	
	171	1 176 924	186	93 703	1 270 627	216	15 374	1 255 253		246	24 376

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	329 061	33 374
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	329 061	33 374

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Solde au début de l'exercice	136 967	77 809
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	
Solde redressé au début de l'exercice	136 967	77 809
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	(1 951)	59 158
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	5	
Activités d'investissement	6	
Excédent de fonctionnement affecté	7	
Réserves financières et fonds réservés	8	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9	
Financement des investissements en cours	10	
	11	59 158
	(1 951)	
Solde à la fin de l'exercice	135 016	136 967
Excédent de fonctionnement affecté		
Solde au début de l'exercice	13	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	
Solde redressé au début de l'exercice	15	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	16	
Activités d'investissement	17	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	
Financement des investissements en cours	19	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	
	21	
Solde à la fin de l'exercice	22	
Réserves financières et fonds réservés		
Solde au début de l'exercice	23	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	
Solde redressé au début de l'exercice	25	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	26	
Activités d'investissement	27	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	
Financement des investissements en cours	29	
	30	
Solde à la fin de l'exercice	31	

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()	()
Autres	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
	51	
Solde à la fin de l'exercice	52 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56	
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59	
	60	
Solde à la fin de l'exercice	61	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 1 968 504	1 952 906
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 1 968 504	1 952 906
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 309 367	15 598
Solde à la fin de l'exercice	68 2 277 871	1 968 504

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	
	5	
Diminution		
	6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5 ()	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15	16	17	18	19 ()	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales			
	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales			
	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 4 | 2 | 7 | 5 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| | , | | | | | | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[][][][] , [][] \$	
Égout	2	[][][][] , [][] \$	
Eau et égout	3	[][][][] , [][] \$	
Traitement des eaux usées	4	[][][][] , [][] \$	
Matières résiduelles	5	[1][5][0] , [0][0] \$	

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [][] , [][][][] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	_____	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	_____ 500	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 604 CHEMIN DE LA GARE
(no) (rue)
IVRY-SUR-LE-LAC J8C 2Z1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 321-2332
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 321-3089
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@ivry-sur-le-lac.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom JEAN-RAYMOND DUFRESNE

Téléphone (819) 321-2332
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 321-3089
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@ivry-sur-le-lac.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom AMYOT GÉLINAS, S.E.N.C.R.L.

Titre COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

Adresse 124 RUE SAINT-VINCENT
(no) (rue)
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS J8C 2B1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 326-3400
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 326-8839
(ind. rég.) (numéro)

Courriel christian@amyotgelinas.com

Responsable du dossier CHRISTIAN GÉLINAS, CPA AUDITEUR, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ _____
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Jean-Raymond Dufresne , atteste que le rapport financier consolidé de Ivry-sur-le-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-04-11 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Ivry-sur-le-Lac .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ivry-sur-le-Lac consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Ivry-sur-le-Lac détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 328 379 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,4543 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-06 12:44:42

Date de transmission au Ministère : 2016/05/04